

Essonne Mobilités

En routes !

Se déplacer, être autonome, pouvoir disposer d'un véhicule est souvent une question de survie, si ce n'est d'intégration. L'association Essonne Mobilités l'aborde sous toutes ses formes.

Par Jacques Duplessy

Mohammed passe avec application un coup de Kärcher sur une Renault Scénic de couleur sombre. La cliente ne va pas tarder à venir récupérer la voiture qu'elle a achetée il y a quelques semaines. Mais il ne s'agit pas d'une transaction comme une autre. Ici, au garage d'Essonne MobilitéS, situé dans les locaux de l'université Paris-Saclay à Orsay, les bénéficiaires sont des personnes en recherche d'emploi ou ayant de faibles revenus. Et Mohammed est lui-même en emploi d'insertion au garage de l'association. Ce Soudanais est arrivé en France en 2015, après quatre années passées en Libye. *«J'ai fait des études d'économie à Khartoum, mais j'étais dans l'opposition au président El-Bechir, raconte-t-il dans un français un peu hésitant. J'ai été arrêté trois fois. Alors il a fallu que je quitte le pays. J'ai passé quatre années en Libye, j'ai un oncle qui y travaille. Mais j'ai toujours voulu venir en France. Alors, un jour, j'ai tenté la traversée.»* Aujourd'hui, avec une carte de séjour de dix ans, il peut envisager l'avenir. Depuis un an, il travaille comme garagiste au sein d'Essonne MobilitéS. *«Mon idée est de faire de la mécanique trois ou quatre ans, puis de reprendre un master d'économie.»*

Son collègue, Salah, 41 ans, est déjà titulaire d'un diplôme d'électromécanicien de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afp). *«J'étais préparateur de commandes, mais j'ai voulu changer de métier. J'ai fait cette formation, mais je ne trouvais pas de travail. Alors,*

ce contrat à Essonne MobilitéS me donne de l'expérience pour travailler ensuite dans un autre garage. Car le diplôme ne suffit pas, souvent les garagistes exigent que les candidats aient de l'expérience.»

Arrive Mada, la cliente du jour. Sa joie déborde : *«Merci ! Merci ! Merci !, répète-t-elle. Sans vous je ne pourrais pas m'acheter de voiture. Et je ne pourrais pas continuer mon travail. J'en ai aussi besoin pour mes enfants. Je suis soulagée de pouvoir enfin organiser ma vie.»* Mada travaille comme aide-encadrante dans un potager et une conserverie d'insertion. Elle avait commencé elle-même en insertion avant d'être employée par l'association pour accompagner d'autres personnes vers l'emploi.

Le don fait l'occasion

«La vente de véhicules d'occasion est une des activités d'Essonne MobilitéS, explique Guillaume Garson, son directeur. Ces voitures proviennent de dons de particuliers et d'entreprises. Nous les remettons en état dans ce garage, qui est lui-même un chantier d'insertion, avant de les revendre à bas prix. Le garage entretient aussi des véhicules de personnes qui ne pourraient pas payer les réparations dans un garage classique. Mais nous faisons attention à ne pas faire concurrence à ces derniers. Tous les bénéficiaires sont envoyés par des travailleurs sociaux.» Seule l'activité de «self-réparation» est ouverte à tous, après adhésion à l'association.

Ce garage solidaire n'est que l'une des multiples propositions d'Essonne MobilitéS. Situé dans la grande couronne

parisienne, l'Essonne est un département particulièrement étendu, avec plus de 1800 km². *«Contrairement à ce qu'on pourrait penser, le sud de l'Essonne est très mal desservi en transports en commun. Il ne concentre que 14% de la population du département, explique Guillaume Garson. Dans le département, plus de 60% des trajets se font en voiture. Et c'est pire dans le Sud-Essonne. Le but de l'association est de permettre à des personnes d'être autonomes au niveau du transport pour faciliter leur insertion professionnelle et leur vie familiale. Beaucoup sont bloquées dans leur vie car elles habitent des zones rurales ou périurbaines où les transports en commun ne sont pas toujours adaptés. Et c'est un obstacle pour trouver ou retrouver un emploi. Nous cherchons avec elles les moyens leur permettant d'avoir une vie normale.»*

Bouger pour s'insérer

La mobilité est un facteur clef d'insertion et d'emploi. Les études estiment que 7 millions de personnes en âge de travailler peuvent être touchées par des problèmes de mobilité. Une personne en

insertion sur deux a déjà refusé un emploi ou une formation pour ce motif. Les personnes en insertion renoncent aussi à leurs sorties de loisir dans la même proportion. 25% de ce public fragile ne dispose d'aucun moyen pour se déplacer.

Essonne MobilitéS intervient sur l'ensemble du département. Les quatre conseillers de l'association font des permanences dans vingt-cinq points de l'Essonne, des maisons départementales des solidarités, des caisses centrales d'activités sociales (CCCAS) ou des missions locales. Location de voitures, de scooters, de vélos électriques, préparation au permis de conduire, transport à la demande, tous les moyens sont bons pour amener les publics fragiles vers l'autonomie.

«Notre travail est gratifiant, nous changeons la vie des gens», se réjouit Guillaume, en charge au sein de l'association de la gestion des scooters et des vélos électriques. À Martine, une mère célibataire de 45 ans, le scooter a permis de trouver un emploi de vendeuse dans une grande surface, alors qu'elle était au RSA. Andréa, 20 ans, a aussi pu trouver une stabilité grâce à cette location de scooter

«Le but de l'association est de permettre à des personnes d'être autonomes au niveau du transport pour faciliter leur insertion professionnelle et leur vie familiale. Beaucoup habitent des zones rurales ou périurbaines où les transports en commun ne sont pas toujours adaptés.»

Guillaume Garson, directeur de l'association

à bas prix. Elle lui a permis d'éviter jusqu'à deux heures d'attente de bus et de se rendre à son travail en 20 minutes. Bac pro «service à la personne» en poche, elle avait trouvé un emploi dans une maison de retraite. L'assurance qu'elle serait à l'heure malgré les horaires matinaux a convaincu son employeur de transformer son CDD en CDI.

L'auto-école Sabrina est l'un des partenaires d'Essonne MobilitéS. Ce matin-là, William Élie, conseiller mobilités de l'association, accueille des candidats venus faire une première évaluation de conduite. *«On va mesurer les aptitudes à la mobilité. On a de plus en plus de jeunes qui ont fait de l'autoapprentissage pour le code mais qui bloquent sur la conduite à cause du coût.»*

Le permis... plus ou moins vite

Alpha est le premier à monter en voiture avec un moniteur. À 19 ans, il voudrait faire un BTS en alternance comme assistant administratif en gestion des PME. *«J'ai une piste d'entreprise. Mais elle est sur plusieurs sites et ils voudraient que j'aie le permis pour pouvoir me déplacer. C'est la mission locale qui m'a envoyé vers Essonne MobilitéS.»* Bilan de l'évaluateur: Alpha pourrait obtenir le permis après 30 ou 35 heures de cours. Awa, 40 ans, est aide-soignante. Durant la crise de la Covid, elle a travaillé dans un Ehpad de Courcouronnes en tant que contractuelle. La voilà désormais au chômage. *«Dans mon secteur, il y a du travail, mais ne pas avoir le permis est un frein pour obtenir un CDI car les employeurs craignent qu'on n'arrive pas à l'heure, surtout avec nos horaires décalés. J'ai déjà passé le permis à Bamako, au Mali, mais il manquait un papier et je n'ai pas pu l'échanger à temps. Donc, je dois le repasser.»*

Essonne MobilitéS (chiffres 2019)

11 salariés en insertion.

1007 orientations de bénéficiaires.

737 diagnostics mobilité.

61% des bénéficiaires sont des femmes.

1/3 des bénéficiaires viennent des missions locales.

178 candidats au permis de conduire.

2270 jours de location de voitures.

19 véhicules vendus.

Mais, pour certains, le permis est un long chemin. *«On évalue des candidats à 60 heures de conduite, constate William Élie. Ou alors, il faut envisager un permis boîte automatique, car parfois gérer les vitesses en même temps que l'environnement est trop difficile. Chez certains, il y a un problème de motilité, il faut retravailler la confiance en soi, la gestion du stress, avant d'envisager un permis de conduire. Pour d'autres, on passe par l'apprentissage du vélo afin de travailler le rapport à l'environnement et la coordination des gestes. On fait aussi parfois de la formation au déplacement avec les transports en commun pour permettre de sortir des quartiers. Nous envisageons aussi des cours de français spécifiques pour la conduite.»* *«Le vélo peut être une bonne entrée en matière pour la conduite, estime Jean, mécanicien cycle qui achève une formation de moniteur. On a les mêmes réactions à vélo qu'en voiture... et les mêmes défauts parfois. Comme dans un véhicule, il faut faire attention à soi et aux autres.»*

Letfiy a déjà tenté en vain d'obtenir le précieux sésame après 50 heures de conduite. Pour cette femme de 57 ans, qui travaille pour des sociétés de nettoyage, une voiture serait un atout précieux. Dans la voiture, le moniteur

Donner un véhicule d'occasion ? Et pourquoi pas !

Essonne MobilitéS recherche des véhicules d'occasion pour permettre à des personnes de retrouver un emploi. Après révision, le véhicule donné sera proposé à des personnes en situation de précarité, orientées par des travailleurs sociaux, soit à la vente, soit à la location.

L'association est reconnue d'intérêt général. Vous recevrez un reçu fiscal mentionnant la valeur estimée de votre voiture vous permettant de bénéficier d'une déduction fiscale de 66% de ce montant dans la limite de 20% de vos revenus imposables.

Contact : 0169161169 ou contact@essonnemobilites.fr

l'interroge : « Combien y a-t-il de systèmes de frein ? » « Ça veut dire quoi système », demande la candidate. Après quelques périphrases, elle répond correctement à la question. « C'est un problème fréquent qu'on rencontre pour ce type de public ; pour répondre, il faut déjà comprendre la question. La maîtrise du français peut être un handicap pour l'obtention du code comme pour la conduite. » Après l'évaluation, le moniteur lui conseille de s'orienter vers un permis boîte automatique. Dans quelques mois, Letfiyév devrait accéder à l'autonomie. Pour Yalika, le permis est encore loin. La jeune femme a du mal à gérer son stress. L'association a investi dans un simulateur de conduite pour un apprentissage en douceur. Mais, même avec cet outil, ce n'est pas simple. Assise au poste de conduite, elle s'entraîne au module « S'arrêter avec précision ». Des plots barrent la route et elle doit arrêter son véhicule au plus près sans les toucher. Mais Yalika s'arrête toujours trop loin. « Quand je vois un obstacle, ça me fait peur, alors je freine brusquement. » Pour aider les personnes nécessitant plus de 50 heures de formation à obtenir leur

permis, l'association vient d'embaucher un moniteur d'auto-école supplémentaire et d'acquérir une voiture à double commande. Essonne MobilitéS s'est aussi rapprochée d'un Esat, un établissement d'aide par le travail accueillant des personnes handicapées. « Pour des personnes avec un handicap léger, il faut des formations plus longues, et l'établissement ne trouvait pas d'auto-écoles intéressées pour accueillir leur public, raconte Françoise, une des monitrices. Parfois, il leur faut deux ou trois ans pour intégrer le code de la route. »

Au service de la santé

Pendant la crise du coronavirus, l'association s'est adaptée pour aider les soignants. Plusieurs de ses salariés et des bénévoles ont assuré leur transport vers les hôpitaux et les Ehpad pendant le confinement. « Beaucoup de lignes de bus ou de trains étaient supprimées et certains soignants ne pouvaient plus se rendre sur leur lieu de travail. Je me suis dit que nous pouvions faire quelque chose, raconte Guillaume Garson. Nous avons prêté gratuitement des voitures et des scooters. Mais j'ai pensé que nous pourrions aussi réaliser du transport à la demande en fonction des horaires de travail. » Le directeur contacte le conseil départemental, qui approuve l'idée. « Il a relayé l'information auprès des soignants, et ils nous ont contactés. Avec six véhicules, dont deux minibus, on était sur les routes de 5 heures du matin à 11 heures du soir. Crevant, mais utile... Et le sourire et la reconnaissance des soignants étaient une belle récompense. Nous avons aussi poursuivi l'activité de notre garage, car beaucoup étaient fermés. Nous avons assuré des réparations d'urgence pour le personnel prioritaire. »

Essonne MobilitéS poursuit son développement. L'association vient d'ouvrir un atelier de réparation de vélos donés par des particuliers. Ils sont ensuite revendus ou donnés à des bases de loisir. Une camionnette est en cours d'équipement en atelier mécanique. *«L'idée est de faire des animations autour de la mécanique auto dans les quartiers prioritaires et de pouvoir intervenir pour de petites réparations chez ceux de nos bénéficiaires qui sont loin de notre garage à Orsay»*, explique Guillaume Garson. Un deuxième garage est en projet à Savigny, en partenariat avec la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). *«Initialement, ce garage avait été pensé pour l'entretien des voitures de la PJJ, sauf que celui-ci fait désormais l'objet d'un marché national, raconte le directeur de l'association. Donc, ce garage tout équipé ne sert presque à rien. L'idée est de l'utiliser pour en faire un chantier d'insertion qui pourrait accueillir, entre autres, des jeunes de la PJJ. Cela ne coûterait pas grand-chose car l'essentiel des outils est déjà là. Nous avons solli-*

cité PSA et l'agglomération de Savigny pour subventionner les équipements qui manquent. Nous n'attendons plus que l'agrément de la Direccte, la direction régionale du travail et de l'emploi.» Essonne MobilitéS espère démarrer ce nouveau projet d'ici la fin de l'année.

Des fins de mois difficiles

Mais l'association connaît des tensions sur le plan financier. *«Nous avons une partie importante de nos fonds qui provient du FSE, le Fonds social européen, explique Guillaume Garson. Le solde de la subvention est versé parfois trois ans après la fin du projet. Ce mode de fonctionnement est complètement inadapté à l'activité associative. Nous sommes en permanence dépendants des banques qui nous avancent les fonds et sous la menace de fermeture des lignes de crédit, alors que nous avons une mission de service public... S'il existe de nombreuses plateformes de mobilité en France, très rares sont les associations qui regroupent à la fois le savoir bouger et le pouvoir bouger à l'échelle d'un département.»* ●

«Dans mon secteur, il y a du travail, mais ne pas avoir le permis est un frein pour obtenir un CDI car les employeurs craignent qu'on n'arrive pas à l'heure, surtout avec nos horaires décalés. J'ai déjà passé le permis au Mali, mais il manquait un papier. Donc, je dois le repasser.»

Awa, 40 ans, aide-soignante